

# Élections : les doutes de l'Union africaine mal accueillis à Kinshasa

## A savoir

À Bruxelles, l'Union européenne a apporté vendredi son soutien à la délégation de chefs d'États et du président de la Commission de l'Union africaine qui se rendra bientôt à Kinshasa, dans le but de "trouver une issue post-électorale respectant le vote du peuple congolais", a annoncé une porte-parole de la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini. "L'Union européenne s'associe à l'Union africaine pour inviter tous les acteurs congolais à travailler de

manière constructive avec cette délégation, pour trouver une issue post-électorale respectant le vote du peuple congolais et réussir l'objectif historique de la première alternance démocratique dans le pays", selon un communiqué.

L'Union africaine veut envoyer lundi à Kinshasa une délégation de haut niveau conduite par le président de la Commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki, et le président en exercice de l'UA, le chef de l'État rwandais Paul Kagame. (Belga)

- L'Union africaine a demandé à Kinshasa de "suspendre" la proclamation des résultats électoraux en raison de "sérieux doutes" sur leur véracité.
- Cette démarche a suscité le mécontentement du gouvernement congolais et la colère des partisans de Félix Tshisekedi.

La déclaration de l'Union africaine (UA), demandant aux autorités de Kinshasa "la suspension de la proclamation des résultats définitifs" des élections présidentielle et législatives du 30 décembre, a été mal accueillie par les camps pro-Kabila et pro-Tshisekedi. La décision de l'UA, publiée jeudi soir à l'issue d'un sommet de cette dernière et de la SADC (organisation régionale d'Afrique australe, dont le Congo est membre), est motivée par de "sérieux doutes sur la conformité des résultats provisoires proclamés par la Commission électorale nationale indépendante avec les suffrages exprimés".

Joseph Kabila est hors mandat depuis décembre 2016 et s'est prolongé au pouvoir au-delà de son dernier mandat légal par

une série de manœuvres avant d'adopter un dauphin, Ramazani Shadary, si impopulaire que même le favoritisme outrancier et illégal dont il a bénéficié n'a pu lui donner une crédibilité de vainqueur. Félix Tshisekedi est celui qui a été déclaré provisoirement vainqueur de la présidentielle par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) et dont l'investiture est annoncée pour le 22 janvier.

### La compilation arrêtée par la Ceni le 9 janvier

La Conférence épiscopale congolaise a indiqué que les résultats proclamés par la Ceni "ne correspondaient pas" à ceux compilés par sa mission d'observation. Une étude du Groupe de recherche sur le Congo, de l'Université de New York, comparant ces résultats parallèles à ceux issus d'une "fuite" des résultats engrangés par la Ceni, indique que le can-

didat d'opposition Martin Fayulu aurait récolté quelque 60% des voix.

Il faut souligner ici que la Ceni a annoncé des résultats électoraux – tant pour la présidentielle que pour les législatives nationales et provinciales – sans les appuyer par des documents émanant des bureaux de vote et de dépouillement. Selon les informations de *La Libre Belgique*, elle a donné ordre le 9 janvier aux CLCR (centres locaux de compilation des résultats) de cesser les travaux de compilation des résultats électoraux. Les juridictions compétentes n'ont pas reçu les procès-verbaux. La Cour constitutionnelle – qui a entendu mardi les avocats de Martin Fayulu, dénonçant une fraude, et ceux de Félix Tshisekedi, défendant la réalité de sa victoire –, cette Cour ne dispose

donc pas de moyens de vérification des résultats. Ni les cours d'appel appelées à trancher les contentieux électoraux. Selon des bruits qui ont circulé sur les réseaux sociaux congolais, ordre a été donné de brûler les bulletins de vote dans certaines circonscriptions.

La Cour constitutionnelle a sept jours au maximum pour se prononcer, soit jusqu'à lundi soir, à la veille de la date prévue pour la prestation de serment de Félix Tshisekedi. Que fera-t-elle ? Ces derniers jours, indiquent deux des sources de *La Libre Belgique*, elle cherchait un moyen de déclarer irrecevable ou infondé le recours introduit par Martin Fayulu, voire de se dire incompétente.

Si elle devait annuler la proclamation de Félix Tshisekedi, Kabila s'incrusterait-il encore au pouvoir ? La Constitution prévoit que le président du Sénat remplace le chef de l'État en cas d'empêchement de celui-ci mais la Cour constitutionnelle, acquise au Président sortant, avait préféré l'ignorer et décréter que Joseph Kabila pouvait rester en place

jusqu'à l'élection de son successeur.

#### Mécontentement des uns, colère des autres

À Kinshasa, le porte-parole du gouvernement kabliste, Lambert Mende, a déclaré qu'il n'appartenait pas "à l'Union africaine de dire à la Cour ce qu'elle doit faire". "Je ne sais pas s'il y a des pays où on peut interférer comme ça dans une procédure légale", a-t-il poursuivi, se disant certain que l'UA finirait par marquer le "respect dû" aux institutions congolaises.

"Nous trouvons ça scandaleux, ça n'a aucun fondement juridique", a dit à l'AFP Peter Kazadi, directeur de cabinet adjoint de Félix Tshisekedi lorsqu'il a été interrogé sur la déclaration de l'Union africaine. "C'est inacceptable." À Bruxelles comme à Kinshasa, les partisans de Félix Tshisekedi rétorquent à tous les Congolais qui émettent des doutes sur la véracité de sa victoire électorale qu'ils sont "manipulés par les Occidentaux". M. Kazadi a poussé plus loin cet argument: "Il y a un petit nombre de pays manipulés par ceux qui ont des intérêts dans notre pays, qui se sont trouvés seuls et ont pris cette mesure. Mais je dis bien que c'est une mesure qui fait honte à cette institution" – décision qu'il a rejetée sur le président de l'UA jusqu'à la fin janvier, le chef d'État rwandais Paul Kagamé. "L'union africaine est sous sa coupe, c'est lui qui la dirige", a martelé M. Kazadi.

Rappelons que l'UDPS – lorsqu'elle s'opposait au régime actuel – a souvent accusé Paul Kagamé de soutenir Joseph Kabila contre la volonté du peuple congolais.

Marie-France Cros

Que fera la Cour constitutionnelle ?  
Va-t-on vers une annulation des scrutins ? Au bénéfice de Kabila ?

## Le pays sous forte tension

Analyse Marie-France Cros

La prise de position de l'Union africaine, exprimant "de sérieux doutes" sur les résultats électoraux officiels au Congo, intervient alors que la situation est extrêmement tendue

dans ce pays. Des mouvements citoyens et des ONG ont menacé de descendre dans la rue si la Cour constitutionnelle validait des résultats "non conformes à la vérité des urnes", telle qu'elle a pu être connue par les "fuites" de chiffres de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) et par la compilation parallèle des résultats effectuée par la mission d'observation de la Conférence épiscopale congolaise et des organisations de la

société civile.

À Kikwit – dans l'ex-province du Bandundu (Ouest du Congo) dont est originaire la famille de Martin Fayulu, qui aurait remporté la présidentielle avec quelque 60% des voix, selon les chiffres non officiels –, des violences auraient été infligées à l'encontre de Lubas du Kasai, l'ethnie des Tshisekedi. Cette tension pourrait avoir des résultats désastreux si elle explosait.

**Pogroms anti-Lubas**

Très nombreux, les Lubas du Kasai ont essaimé dans tout le pays; ils sont présents en fortes communautés notamment à Kinshasa et dans les villes et zones minières du Grand Katanga.

Dans cette dernière région, ils avaient été l'objet de pogroms, de l'automne 1992 jusqu'au printemps 1993, qui s'étaient traduits par le "refoulement" de

700 000 personnes vers le Kasai. Ces violences avaient créé des difficultés sociales et économiques dans les deux régions. Elles avaient été attisées par les deux hommes forts du Katanga à l'époque - le gouverneur de la province, Gabriel Kyungu, et la figure politique nationale, Nguz a Karl I Bond - après qu'Étienne Tshisekedi eut remplacé Nguz a Karl I Bond comme Premier ministre de Mobutu en août 1992

et que les Kasaiens du Katanga eurent manifesté leur triomphe, au grand dépit des partisans de Nguz.

Ces derniers jours, beaucoup de Lubas du Kasai ont exprimé fortement leur appui à la thèse officielle d'une victoire électorale de Félix Tshisekedi. Beaucoup ont le sentiment que "leur tour" d'être au pouvoir à Kinshasa est venu, après en avoir été écartés si longtemps.